Retraite : fin des débats dans un bordel innommable et sans vote !

écrit par Christine Tasin | 19 février 2023



L'Assemblée nationale, le 17 février 2023 (image d'illustration).



L'Assemblée nationale, le 17 février 2023 (image d'illustration).

Une poule n'y retrouverait pas ses petits... Comme prévu, les débats se sont terminés le 17 février au soir à l'Assemblée sans avoir pu même atteindre l'article 7 qui prévoit le report de 62 à 64 ans... La motion de Censure de Marine le Pen a été repoussée, comme prévu, on ne remerciera jamais aussi la Nupes qui préfère offrir la retraite qu'il veut à Macron plutôt que de voter comme le RN.

Comme le prévoit la Constitution, le gouvernement a le droit de limiter les débats à l'Assemblée à 20 jours en première lecture. La conséquence est que les sénateurs, eux, devront examiner la proposition de loi en 15 jours, à partir du 28 février. Ensuite une commission mixte paritaire sera convoquée mi-mars pour trouver un accord bicaméral, la date limite d'examen au Parlement étant fixée au 26 mars.

En raison d'un examen acce´le´re´, le texte sur la re´forme des retraites n'a pas pu finir d'eˆtre e´tudie´ par les de´pute´s. Il va prendre la direction du Se´nat, ou` il sera de´battu a` partir du 28 fe´vrier, alors que la mobilisation dans la rue se poursuit.

Dans la confusion, l'Assemble´e a conclu le 17 fe´vrier a` minuit, sans vote, l'examen en premie`re lecture du projet de re´forme des retraites, sur un e´nie`me imbroglio au sujet des carrie`res longues, l'examen du texte devant de´sormais se poursuivre au Se´nat. Les de´pute´s ont ensuite largement rejete´ une motion de censure de´pose´e par le Rassemblement national (RN). En pre´ambule, Marine Le Pen avait de´nonce´ «un projet [...] mal porte´ et mal explique´».

Dans un he'micycle clairseme', E'lisabeth Borne a re'torque' que le de'bat avait montre', selon elle, les visages de «deux populismes», ceux du RN et de La France insoumise (LFI).

Le de'bat sur la re'forme phare d'Emmanuel Macron s'est acheve' comme pre'vu a` minuit pile, en raison de la proce'dure le'gislative acce'le're'e. «Le gouvernement saisira le Se'nat du texte qu'il a initialement pre'sente', modifie' par les amendements vote's», a annonce' le ministre du Travail Olivier Dussopt.

E'lisabeth Borne a annonce' que le gouvernement retiendrait des mesures favorables aux enseignants du premier degre', aux professions libe'rales, aux pensions agricoles, aux retraite's a` Mayotte et aux «carrie`res longues», sans plus de pre'cisions.

Point d'orgue de deux semaines de de'bats au mieux tendus, au pire chaotiques, Olivier Dussopt a re'serve' ses derniers propos aux Insoumis : «Vous m'avez insulte' 15 jours, personne n'a craque' et nous sommes la`, devant vous, pour la re'forme», a-t-il lance', furieux. Certains de'pute's LFI sont sortis en chantant «on est la`, on est la`», avant que des de'pute's de la majorite', de droite et du RN entonnent une Marseillaise.

«Macron en e'chec a` l'Assemble'e. La retraite a` 64 ans n'est pas passe'e», a re'agi avant me^me la fin des de'bats le leader de LFI Jean-Luc Me'lenchon. «Cette re'forme n'a pas de le'gitimite' parlementaire», a renche'ri la pre'sidente du groupe Mathilde Panot.

Le flou demeure concernant les carrie`res longues

Sans surprise au vu du nombre d'amendements restant, essentiellement des Insoumis, et de la date butoir fixe'e a` minuit, les de'bats se sont interrompus tre`s loin du fameux article 7 sur le report de l'a^ge le'gal a` 64 ans.

«Nous ne pouvons pas sortir de tout c,a avec des doutes»

Tout au long de la soire'e, la discussion a porte' sur la

dure´e de cotisation pour les retraite´s pouvant be´ne´ficier du dispositif «carrie`res longues», c'est-a`-dire ceux qui sont entre´s dans le monde du travail avant 21 ans. 43 ou 44 ans ? La question n'a pas e´te´ clairement tranche´e, malgre´ l'insistance de de´pute´s LR, mene´s par Aure´lien Pradie´, qui exige que tous les travailleurs concerne´s puissent partir apre`s 43 anne´es de cotisations, sans que l'aˆge le´gal ne soit une barrie`re.

«Je ne dirai jamais devant l'Assemble´e nationale que la dure´e de cotisation serait un plafond», a de´clare´ Olivier Dussopt, estimant que ce serait «mentir». «Nous ne pouvons pas sortir de tout c¸a avec des doutes», lui a re´pondu Aure´lien Pradie´, demandant une position claire.

Place au Se'nat… et a` la rue

La gauche parlementaire s'est divise'e sur la strate'gie a` adopter, les e'cologistes regrettant aupre`s de l'AFP «un rate' strate'gique» de LFI. «Je regrette qu'un certain nombre de groupes de la Nupes aient choisi en quelque sorte d'abandonner leurs amendements, d'abandonner la bataille et de nous laisser seuls pour tenir jusqu'au bout», a de'clare' de son co^te' l'Insoumis Manuel Bompard.

Les syndicats pressaient l'alliance de gauche d'aller jusqu'a` cet article cle´ du projet de re´forme.

«L'Assemble e nationale donne un spectacle de solant, au me pris des travailleurs. Honteux», a re agi dans la soire e le secre taire ge ne ral de la CFDT Laurent Berger.

Les dernie`res manifestations du 16 fe´vrier ont rassemble´ 1,3 million de personnes selon la CGT et 440 000 selon l'Inte´rieur. C'est le chiffre le plus faible depuis le de´but de la mobilisation, sans doute en raison des vacances scolaires dans une bonne partie du pays, dans l'attente du 7 mars ou` les syndicats menacent de mettre le pays «a` l'arre^t» si le gouvernement ne retire pas la re´forme. La CGT

a appele´ le 17 fe´vrier a` la gre`ve reconductible dans les raffineries de`s le 6 mars.

A gauche, l'attention se porte sur ces prochaines mobilisations.

«On pense au mouvement social. J'espe`re que la se'quence ne va pas l'affaiblir. En 2020, on e'tait creve's mais fiers, la` non», explique une source au sein du groupe communiste. «Le 7 mars, nous vous ferons plier», a promis Matthias Tavel (LFI).

Dans l'he'micycle, le ton e'tait de'ja` monte' entre le gouvernement et le RN, Marine Le Pen accusant l'exe'cutif d'avoir pour «objectif» de «faire baisser» les revenus des retraite's, ce qu'a re'cuse' Gabriel Attal, le ministre des Comptes publics. «Vous n'avez pas de solution a` proposer [...] les Franc ais le voient», a-t-il accuse'.

«L'enjeu, c'est qui va imposer son re'cit», estime un e'lu Renaissance, tant il semble difficile de dire qui du gouvernement ou des oppositions sort renforce de cette premie`re manche parlementaire. Le Se'nat se saisira du texte a` partir du 28 fe'vrier en commission.

https://francais.rt.com/france/104349-fin-examen-reforme-retra
ites-assemblee-texte-prend-direction-senat

La suite dans la rue… les syndicats ont décidé de mettre la France aux arrêts le 7 mars.